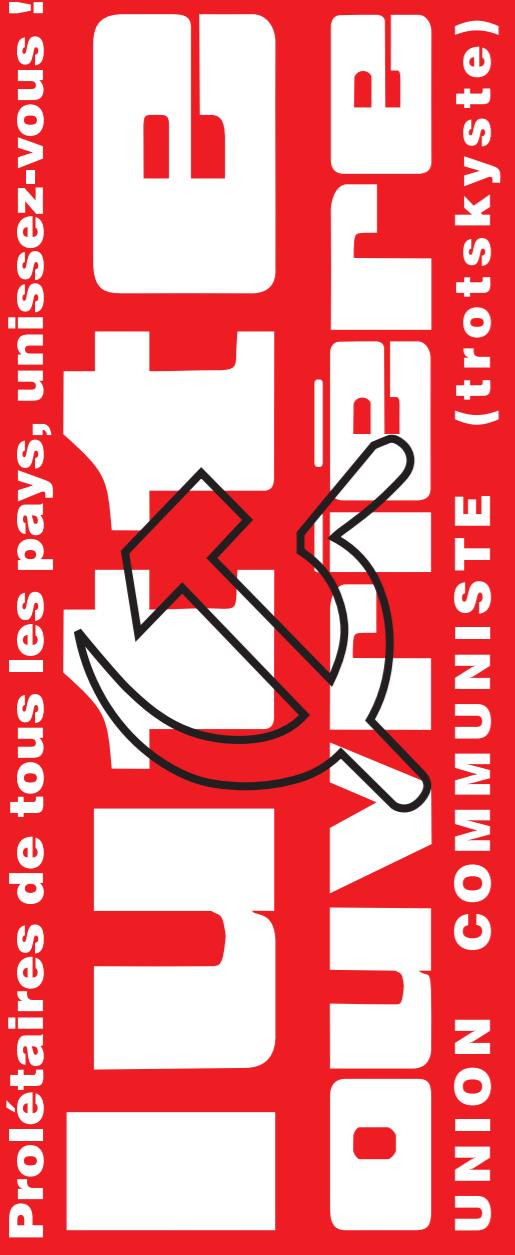


# Le journal d'Arlette Laguiller



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Hebdomadaire - parait le vendredi - n° 2394 - 20 juin 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Cheminots, intermittents et précaires,  
travailleurs de tous les secteurs...**

**Tous ensemble  
pour défendre  
nos droits !**



M 06189 - 2394 - F: 1,00 €

## SOMMAIRE

### Travailleurs en lutte

- p.4 ■ SNCF : des cheminots déterminés  
■ Rejet de leur réforme !  
■ Médias et politiciens contre les grévistes  
■ La CGT entre les grévistes et le gouvernement
- p.5 ■ La grève des cheminots en direct : Lyon, Chambéry, Orléans, Tours, Limoges et Nantes
- p.6 ■ La nécessité d'une riposte directe de la région parisienne d'ensemble
- p.7 ■ Intermittents et précaires
- Union Front de gauche, Verts et dissidents PS ?

### Dans le monde

- p.8-9 ■ Irak : un chaos, fruit de l'intervention impérialiste  
■ Côte d'Ivoire : comment Bouygues exploite les travailleurs
- Espagne : le parti Podemos  
■ Coupe du monde

### Il y a 25 ans

- p.10 ■ Juin 1989 à Pékin, le massacre de la place Tien An Men

### Leur société

- p.11 ■ La « conférence sociale » du gouvernement  
■ Logement et loi Duflot  
■ Nouvelle carte des quartiers prioritaires

- p.12 ■ Un jeune Rom laissé pour mort  
■ Les handicapés et locaux accueillant du public

- p.14 ■ Canons à vendre !  
■ L'Etat brade ses terrains au patronat

- p.16 ■ Valls pose au tempête contre la droite  
■ Budget de l'Etat en baisse  
■ Valse des conseillers de l'Elysée

### Dans les entreprises

- p.13 ■ Sénerval - Strasbourg ; Technicolor - Rennes  
■ Catastrophe ferroviaire de Brétigny

- p.14 ■ Hôpital privé de Bagatelle - Talence ; Hôpital Paul-Guiraud - Villejuif  
■ Centre courrier de la Poste - Saint-Nazaire ; Transport maritime Corse-continent

- p.15 ■ Mc Synchro - Chanteloup-les-Vignes (78)  
■ À propos de la pause déjeuner  
■ Réforme des rythmes scolaires à Bezons  
■ Grogne des taxis

### L'âne de l'UMP

Les députés de droite sont hésitants. Faut-il voter pour la réforme de la SNCF, et donc soutenir le gouvernement ? Faut-il voter contre, et paraître ainsi, horreur, se solidariser avec les grévistes ? Question d'autant plus épineuse que, sur le fond, la droite soutient les attaques contre les cheminots contenues dans cette réforme.

Il y a longtemps, l'âne d'un certain Buridan, hésitant entre son eau et son picotin, a fini par mourir de faim et de soif. Il y a hélas peu de chances pour que les députés UMP arrêtent de braire.

### Pour 300 briques, tu n'as plus rien

Najat Valaud-Belkacem a annoncé le nouveau plan d'aide aux quartiers en difficulté, doté d'une enveloppe de 300 millions d'euros.

On ne sait pas combien de personnes habitent ces quartiers, mais 300 millions, c'est le prix que vient de payer un groupe financier pour racheter l'hôtel Marriott des Champs-Elysées et ses 192 chambres. Les tarifs ne sont décidément pas les mêmes.

### Garçon, l'addition !

Après les 11 millions de dépassement payés par les sympathisants de l'UMP, selon le site Mediapart, la facture de la campagne électorale de Sarkozy s'alourdit de 16 autres millions, sous forme de fausses factures de la société Bygmalion.

Sarkozy voulait des meetings grandioses, Bygmalion les organisait et les facturait de façon à ce que le total ne dépasse pas les 22 millions d'euros facturés du maximum de dépenses légales pour une campagne présidentielle. Bygmalion se faisait payer le reste par l'UMP en facturant des événements bidons, des conférences qui n'avaient pas lieu, etc.

Personne, paraît-il, parmi les chefs de l'UMP, n'était au courant. Plus fort encore, personne, vraiment personne, ne s'est enrichi d'un centime dans cette circulation financière. Racontez ça à un cheval de bois, il flanquera une ruade !

### Arrêtez ces opposants que je ne saurais voir

Deux officiers de gendarmerie condamnés à quatre mois de prison et 1 000 euros d'amende pour « détention arbitraire » : ce n'est pas très courant. C'est pourtant ce que le tribunal de

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

## Fête Lutte Ouvrière

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste Internationaliste  
membre de l'Union Communiste Internationale

L'Union Communiste internationaliste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe les militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel à maintenir l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'état de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exercent elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - S.A.R.L au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopressa Numériks, 36, boulevard Robert Schuman 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 855276 – ISSN 0024-7650 – Dépot légal juin 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Jaurès - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

## Bérouuge

président à l'époque, se déroule sans trop de contestation visible par les caméras dans ce département.

Courageuse, mais pas téméraire, la justice n'est toutefois pas remontée tout en haut de la chaîne hiérarchique en examinant les responsabilités de celui à qui ce délit a profité.

## Fête Lutte Ouvrière

### Perpignan

#### Dimanche 22 juin

à partir de 11 h 30

Terrain de la Chapelle Saint-Pierre à Claira



Clermont-Ferrand a infligé à un capitaine et un colonel, qui ont annoncé qu'ils allaient faire appel.

En novembre 2010, ils avaient donné des ordres pour arrêter illégalement, quelques heures durant, un militant syndical de Sud dans l'Allier, pour que la visite de Nicolas Sarkozy,

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvert droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

**Adresser toute correspondance à :**  
**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

**Tarif des abonnements** **Lutte Ouvrière** **Lutte de Classe**

Destination : France, DOM-TOM

DOM-TOM avion

Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient

USA, Canada

Autre Amérique, Asie, Océanie

Envoyez sous pli fermé : tarifs sur demande

**SUR INTERNET**

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**

**L'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**

**multimédia**

(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**

**audio**

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**

**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

## Editorial

des bulletins d'entreprise  
du 16 juin

# Nous sommes tous des cheminots

Depuis mardi 10 juin, des dizaines de milliers de cheminots sont en grève contre la réforme ferroviaire. Ce que le gouvernement présente comme une réunification salutaire entre la SNCF et RFF n'est qu'un plan de compétitivité destiné à réaliser des milliards d'économies sur le dos des usagers et des cheminots, en vue de la privatisation de la SNCF.

Pour les cheminots, elle se traduira par plus de flexibilité, par des jours de congés en moins, par le blocage de leurs salaires et des suppressions d'emplois. Les cheminots disent non, ils ont raison.

Le gouvernement a choisi l'épreuve de force. «*Il faut que cette grève s'arrête*», ont ordonné Hollande et Valls. Cuvillier, le secrétaire d'État aux Transports, a même accusé les cheminots d'être des incendiaires. Comme les grévistes de l'usine d'Aulnay-sous-Bois avaient été accusés par les dirigeants de Peugeot d'être des casseurs, voilà que c'est le tour des cheminots.

Cette fois, ce n'est pas une grande famille bourgeois qui manifeste sa rage, mais un gouvernement PS. En se montrant aussi autoritaire contre les grévistes qu'il est à plat ventre devant les patrons, il apparaît sous son vrai jour.

«*Il en va de la sauvegarde de la SNCF et de sa modernisation*», se défendent les ministres. Mais, de Peugeot à La Poste en passant par La Redoute ou par Bouygues Telecom, on sait ce que cachent les mots de modernisation ou restructuration : une régression et des attaques contre l'emploi et les conditions de travail.

On peut être usager de la SNCF et touché par la grève, on n'en demeure pas moins un ouvrier ou un employé qui mesure les conséquences de ces reculs, pour les subir soi-même.

Les politiciens et les médias se réparent en calomnies contre les cheminots. Quel cinéma ! les médias ont-ils dû faire pour que «l'exaspération» des usagers s'exprime ! Quelle dramatisation autour du bac ! C'est écoeurant.

À chaque fois que des travailleurs se battent pour ne pas être transformés en chômeurs et pour leurs droits les plus stricts, ces gens-là les clouent au pilori et les accusent d'être des privilégiés et des irresponsables. C'est d'ailleurs aussi parce qu'ils se battent que les intermittents du spectacle sont accusés d'être les enfants gâtés du régime de chômage ! Patronat et gouvernement voudraient que l'on se

taise et se résigne face à leurs mesures antiouvrières. Alors, que les cheminots et les intermittents du spectacle relèvent le gant est une bonne chose pour tous les travailleurs, car il faut rompre cette spirale qui nous tire tous vers le bas.

Bien sûr, la grève des cheminots «gêne». Mais, si les cheminots sont en mesure de bloquer sérieusement la marche de la société, c'est qu'ils sont indispensables. Il en va de même pour tous les travailleurs. Les intermittents ne peuvent pas bloquer les trains, mais ils peuvent aussi peser sur l'économie. L'annulation d'un festival comme celui d'Avignon coûterait, dit-on, plusieurs millions d'euros pour les hôteliers ou les restaurateurs. Chaque jour de grève coûterait 20 millions à la SNCF.

Eh bien, cela donne une idée de ce que les travailleurs rapportent au quotidien et prouve qu'ils apportent infiniment plus à la société qu'ils n'en retirent. S'ils n'ont pas leur part, c'est que celle-ci leur est volée par une minorité qui se repaît de l'exploitation.

Cela donne aussi une idée de la force que nous représenterons lorsqu'eux les contingents de salariés entreront en lutte ensemble, avec la conscience que, par-delà nos secteurs d'activité, nous subissons la même offensive et que nous avons les mêmes exigences à défendre.

Alors oui, il faut marcher la tête haute, être conscients de nos droits et nous battre pour nos intérêts. Nous sommes mille fois plus utiles que ces parasites qui nous font la leçon. Les cheminots, comme les intermittents, ouvrent la voie et peuvent en être fiers.

Jusqu'où les cheminots vont-ils pouvoir aller ? Les directions syndicales résisteront-elles aux pressions gouvernementales ?

Sont-elles traversées par des divisions qui pourraient les conduire à négocier des arrangements contre la poursuite de la grève ?

Quoi qu'il en soit, il revient aux grévistes et à eux seuls de décider de l'avenir de leur mouvement. Ils ont montré qu'ils n'étaient impressionnés ni par les attaques du gouvernement, ni par celles des médias. Leur mécontentement est profond et suffisamment légitime pour qu'ils tiennent bon.

Vive la grève des cheminots ! Vive la solidarité entre travailleurs !

## Un gouvernement « droit dans ses bottes » contre la grève

Contre la grève de la SNCF qui dure, Hollande, Valls et d'autres ténors du PS sont montés au créneau. Tous tiennent à prouver que la bourgeoisie peut compter sur eux quand il s'agit de s'opposer aux travailleurs en lutte.

Vendredi 13 juin, sait s'opposer aux grèves, Hollande a appelé à arrêter tout aussi bien que les hommes de droite. Ceux-ci se retrouvent d'ailleurs

affirmait «*qu'il n'y avait aucune raison que la grève se poursuive*». Bien sûr, le gouvernement solidaire du gouvernement contre les grévistes, ils restent tout de même Le Guen a d'ailleurs démonstration qu'il réticents à l'idée de voter affirmé que «*ce conflit n'a*

*pas lieu fondamentalement* confiance à des travailleurs dans leurs capacités à lutter. Le gouvernement socialiste » de Hollande qui s'aplatit face à la démonstration venant tient donc à affirmer sa moindre contestation devant l'impression des milieux bourgeois, ne veut pas donner l'impression de céder à des travailleurs en lutte. Alors que se multiplient les attaques contre le monde du travail, patrons et gouvernement peuvent de renforcer le moral de craindre que la grève l'ensemble des travailleurs. Marion AJAR des cheminots redonne

# Travailleurs en lutte

## Rejet de leur réforme !

La réforme ferroviaire projetée va détériorer gravement les conditions de travail des cheminots. En trois articles, la réglementation actuelle du travail se trouve liquidée, remplacée par une convention collective au rabais.

L'article 13 du projet précise que le « régime de travail des agents des chemins de fer de la SNCF est abrogé », et remplace, dit l'article 15, par une convention « négociée et conclue dans le cadre d'une commission mixte paritaire composée de représentants des employeurs et de représentants des organisations syndicales représentatives des entreprises entrant dans le champ d'application du même article ».

La nouvelle convention collective sera donc négociée avec tous les patrons qui auront investi dans le ferroviaire. Les cheminots en veulent d'autant moins qu'ils ont l'exemple de « l'accord branche » sur l'aménagement du temps de travail existant depuis 2008 dans le fret ferroviaire privé. Le patronat peut y généraliser des amplitudes journalières de 13 à 14 heures, abaisser le nombre de jours de repos par an, le nombre de repos doubles (deux jours consécutifs), ou augmenter le nombre de dimanches travaillés. Cela ressemble aux plans de compétitivité que le gouvernement et le patronat imposent aux travailleurs de tout le pays. La réglementation du travail actuelle, déjà peu protégatrice, est continuellement battue en brèche par la direction.

Autre aspect de la réforme : l'éclatement de l'actuelle SNCF en trois entreprises distinctes, dont l'objectif est de séparer totalement les infrastructures du transport. La SNCF deviendrait alors un transporteur parmi d'autres, soumis à la concurrence du privé, avec les conséquences négatives pour les travailleurs du rail comme pour les usagers.

Dans leur réforme, il n'y a donc rien à garder !

Correspondant LO

## La grève des travailleurs Des cheminots déterminés

La grève des cheminots, commencée le 10 juin au soir à l'appel de la CGT, de Sud et de FO, et à laquelle s'opposent la CFDT et l'UNSA, s'est maintenue à un haut niveau durant la semaine.

Les agents de conduite et les contrôleurs sont très mobilisés, ainsi que le personnel dit sédentaire, des gares, des chantiers, des ateliers. D'après les chiffres de la direction, pourtant fournis avec parcimonie, le nombre des grévistes était élevé. Dans de nombreux secteurs il s'est maintenu à plus de 50 % à l'Exécution.

Afin de limiter les effets de la grève, la direction tente de réquisitionner les cadres et le personnel administratif, sommé de se reconvertis en agents de conduite ou d'accueil, avec souvent des résultats peu probants.

La réalité est que plusieurs dizaines de milliers de cheminots sont en grève depuis le 10 juin et que cette grève s'est même renforcée en nombre après le week-end du 14 et 15 juin. Chaque jour, des assemblées, par secteur

n'ont pas dérogé à la règle. Les médias ont donné le ton dès le premier jour de la grève, le 10 juin, en multipliant les reportages convenus sur la « galère » des usagers. Mais si nombre de reportages tartinaient à l'envi sur les désagréments, bien réels évidemment, des voyageurs, peu se donnaient la peine d'expliquer sérieusement les raisons de la grève et encore moins de comprendre les sentiments des

Médias et politiciens contre les grévistes

Les cheminots sont habitués, depuis des dizaines d'années, à voir le patronat, relayé par les médias et les politiciens de droite, se dresser contre chacun de leurs mouvements de grève. Cette haine est à la mesure de l'importance du rail dans la vie sociale, de la compétitivité des cheminots, du danger de généralisation que recèlent leurs mouvements d'ensemble. Médias, patronat et droite

militants syndicaux ont été surpris par l'intervention de Le Paon, secrétaire de la CGT, qui le 14 juin a fait craindre un lâchage de la direction CGT, d'autant qu'elle suivait une déclaration de Gilbert Garrel, secrétaire de la fédération CGT cheminots, saluant de « réelles avancées » alors que le gouvernement n'abandonnait aucune de ses attaques.

Dans une lettre que Le Paon adressait à Hollande, et plus encore dans l'interview au *Parisien*, n'apparaissaient pas les revendications réelles et immédiates des cheminots. Cela a fait craindre aux grévistes – et aux militants CGT – qu'une négociation ne s'engage dans leur dos. Mais finalement, la



01

de la gauche au gouvernement, qui assume la politique de la droite non seulement en matière de réforme de la SNCF mais aussi dans les injures adressées aux travailleurs en lutte. Le site internet du PS a même rassemblé toutes ces interventions du mardi 17 juin sous le titre « *Un gouvernement de combat* ». De combat, certes, mais contre les travailleurs.

Paul GALOIS

rien de bon.

Avec cette réforme, la direction veut imposer plus de flexibilité, de rentabilité. Pas question, ont encore dit les cheminots à la manifestation qui s'est déroulée le 17 juin à Paris, où plus de 3 000 d'entre eux étaient présents.

Correspondant LO

Une manifestation interprofessionnelle est appelée par la CGT avec les travailleurs en lutte

Jeudi 19 juin à 11 heures 30 à Paris  
de Montparnasse (place du 18 juin) à Invalides

## Médias et politiciens contre les grévistes

Le patronat, par la bouche de Gattaz, a trouvé la grève « irresponsable », le secrétaire général de la CFDT l'a décrite comme « *inutile* », tandis que Fillon a publié un communiqué décrivant ces « *milliers de bacheliers victimes d'un corporatisme archaïque qui méprise l'avenir de ces jeunes lycéens* ».

Mais, cette fois-ci, le grand flot de calomnies est aussivenu

fédération CGT cheminots appelaient samedi soir 14 juin avec Sud-Rail à continuer, renforcer et amplifier le mouvement. Jusqu'à présent, les militants CGT ont tenu à exprimer leur opposition à toute tentative d'arrêter la grève, l'intérêt de tous, grévistes et militants qui ont contribué à construire le mouvement, étant d'aller au bout de ses possibilités.

Christian BERNAC

bien moins que l'inflation officielle ! Autant dire que le pouvoir d'achat des travailleurs du rail, comme celui de tous les salariés, ne cesse de s'éroder. Ce qui est inadmissible.

Dans le même temps, 1,5 milliard d'euros d'intérêts sont chaque année versés aux banques.

## La dette ou nos salaires

La direction a fait paraître à chaque cheminot un « relevé salarial individuel 2013 » dans lequel elle s'ingénie à démontrer que les salaires ont connu une courbe ascendante. C'est un mensonge. La dernière augmentation générale à la SNCF remonte à un an. Elle était de 0,4 %,

# Travailleurs en lutte

## La grève en direct de nos correspondants

### Lyon

Dans la région SNCF de Lyon, qui s'étend à Saint-Étienne et Valence, la grève est importante. Lundi 16 juin, la plupart des assemblées de grévistes, interservices, ont réuni plus de monde que les jours précédents pour reconduire la grève... jusqu'à un recul du gouvernement.

### Chambéry

Mardi 17 juin, à partir de 11 heures, plus de trois cents grévistes, venus des quatre départements de la région Savoie-Isère-Haute-Savoie-Ain, se sont rassemblés à Chambéry, devant le siège de la direction régionale TER.

La mobilisation reste intacte. Les assemblées générales du lundi 16 juin ont regroupé chacune 130 cheminots en grève et ont voté la reconduction à la quasi-unanimité. Les prises de parole de la CGT et de Sud-Rail ont reflété la combativité des salariés, bien décidés à continuer la lutte.

Au-delà de la réforme et du recul qu'elle entraînera, la grève est largement suivie parce que les conditions de travail se détériorent dans tous les services. Les roulements sont déjà insupportables et la sécurité s'est dégradée à l'Équipement.

À Lyon, l'intersyndicale CGT-Sud, avec la participation de FO, impulse la grève depuis le début. Elle propose des actions tous les jours : manifestation devant la permanence du PS mercredi, sous les fenêtres du sénateur-maire PS de Lyon jeudi, déplacement à Annecy en Ardèche pour interpeller Valls, bien protégé par les CRS...

Depuis le début, les grévistes s'adressent à ceux qui ne les ont pas encore rejoints. Dans les assemblées, des grévistes expriment l'envie d'être vus car ils sont fiers de leur grève. D'ailleurs, les tracts distribués aux usagers le long des cortèges ont eu un bon accueil.

Lundi, après un rassemblement devant une direction

régionale déserte et le blocage symbolique d'un TGV, quelque 350 cheminots ont rejoint la préfecture où les attendaient plus de 300 intermittents du spectacle. La jonction des deux cortèges fut un moment chaudeux. De quoi recharger les batteries pour continuer la grève... jusqu'à un recul du gouvernement.



À la gare de Perrache.

La grève touche les agents de conduite et les contrôleurs, avec des taux de grévistes souvent supérieurs à 80% selon les dépôts. Résultat: la plupart des TER affichés au départ sont en fait... des autocars. Aux guichets de la gare de Perrache, il y a plus de 50% de grévistes et 40% à la Part-Dieu.

La grève touche les agents de conduite et les contrôleurs, avec des taux de grévistes souvent supérieurs à 80% selon les dépôts. Résultat: la plupart des TER affichés au départ sont en fait... des autocars. Aux guichets de la gare de Perrache, il y a plus de 50% de grévistes et 40% à la Part-Dieu.

La grève touche les agents de conduite et les contrôleurs, avec des taux de grévistes souvent supérieurs à 80% selon les dépôts. Résultat: la plupart des TER affichés au départ sont en fait... des autocars. Aux guichets de la gare de Perrache, il y a plus de 50% de grévistes et 40% à la Part-Dieu.

La conscience qu'il faut étendre le mouvement est partagée par de nombreux grévistes, qui en parlent avec les non-grévistes pour les convaincre.

La conscience qu'il faut étendre le mouvement est partagée par de nombreux grévistes, qui en parlent avec les non-grévistes pour les convaincre.

salaire, comme auraient envisagé de le faire bon nombre de travailleurs.

À Nantes, la grève des cheminots s'installe dans la durée. Lundi 16 juin, à l'assemblée des grévistes, toutes catégories confondues, qui se retrouvent tous les matins vers 11 heures, « place de la Lutte » en gare de Nantes, 280 cheminots se sont prononcés pour la continuation de la grève (zéro contre et 7 abstentions).

Le taux de grévistes resté stable depuis le début du conflit avec des pointes à 70% à la Traction, 55% chez les contrôleurs, 100% au tram-train, 70% au Matériel, un peu moins dans les autres services.

À l'assemblée interservices, tous ceux qui désirent peuvent intervenir après les prises de parole syndicales. Jeudi 12 juin, une manifestation en ville a été organisée vers la préfecture. Le lendemain, des militants CGT de la Seita sont intervenus à l'assemblée générale pour expliquer leur lutte et rappeler que la Seita était une entreprise d'État, avant d'être privatisée et qu'ils se retrouvent dehors. Ils ont été chaleureusement applaudis.

Lutte Ouvrière - n° 2394 - 20 juin 2014 - 5

### Nantes

devant la préfecture et la direction régionale SNCF, et ils se sont rendus à un débrayage des employés de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Après sept jours de grève, le sentiment d'avoir franchi un cap dans la grève en tenant bon est largement répandu.

### Limoges

À Limoges, les 150 grévistes présents aux assemblées générales prolongent la grève chaque jour à la quasi-unanimité. Ils tiennent les piquets, visitent les chantiers et font chauffer le téléphone et Internet pour entraîner les hésitants. De nombreux jeunes vivent leur première grève et transmettent leur enthousiasme, les anciens font part de leurs expériences de grèves passées.

La grève donne le moral et un autre sens aux discussions. Dans cette période où tout le monde s'inquiète pour l'avenir à la SNCF, mais aussi pour celui de la société, les attaques contre le monde du travail et la montée électorale du FN sont vues avec une autre perspective: celle de la lutte.

La rencontre avec les trois députés PS de la Haute-Vienne n'a fait que confirmer ce que tout le monde savait déjà: il ne faut pas compter sur eux pour défendre ni les salariés ni le service public.

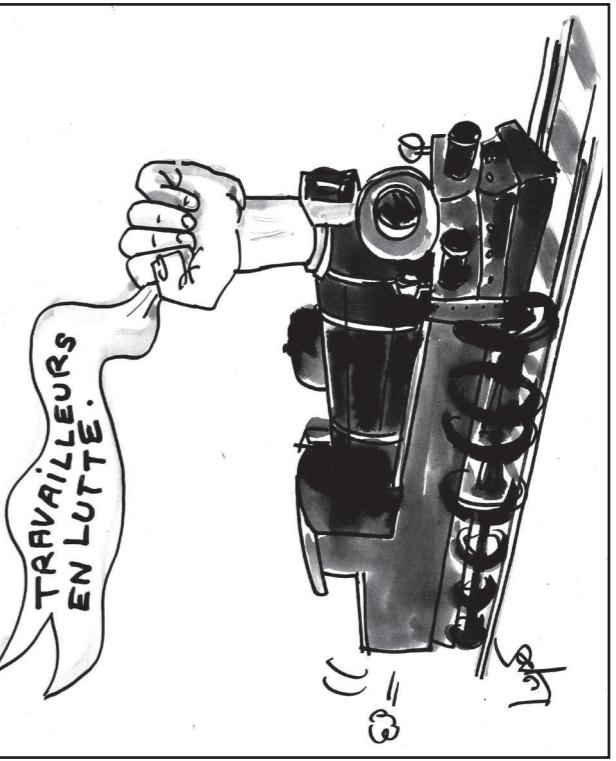
La rencontre avec les trois députés PS de la Haute-Vienne n'a fait que confirmer ce que tout le monde savait déjà: il ne faut pas compter sur eux pour défendre ni les salariés ni le service public.

### Tours Saint-Pierre-des-Corps

Sur le site de Tours-Saint-Pierre-des-Corps, les cheminots grévistes sont organisés en deux assemblées générales:

L'une à Tours, où viennent les agents de trains, les agents des gares et des directions; l'autre à Saint-Pierre-des-Corps, qui regroupe les conducteurs, les ouvriers de l'Équipement et du Technicentre.

Lutte Ouvrière - n° 2394 - 20 juin 2014 - 5



# Travailleurs en lutte

## La grève des cheminots en direct de nos correspondants en région parisienne

### Gare du Nord

propositions de tournées, énoncées en début d'AG, ont été bien accueillies et la participation de plusieurs grévistes à été notable au rassemblement des intermittents. Le lendemain, au sortir de l'AG, ils ont manifesté à 200 dans la gare, avant de rejoindre le rassemblement aux Invalides.

Le moral reste bon et chacun est déterminé à convaincre le maximum de collègues de rejoindre la mobilisation pour amplifier.

**Gare Saint-Lazare**

Depuis la grève de 2007 sur les retraites, les cheminots ont pris l'habitude de se retrouver, tous secteurs confondus. Après leur propre assemblée, des camarades de l'atelier du Landy rejoignent ceux de la gare du Nord pour participer ensemble aux actions proposées, telle celle organisée à la direction régionale, ou devant le ministère des Transports, ou encore au rassemblement des intermittents du spectacle, le 16 juin, au Palais-Royal. Des liens tissés avec des militants de la gare de l'Est permettent d'organiser des départs en commun vers les lieux de rassemblement.

Le 16 juin, une motion de l'assemblée des grévistes a été proposée à la discussion et au vote. Elle affirmait clairement les revendications : le retrait de la réforme, le refus de la dégradation des conditions de travail, de la baisse des effectifs, et réclamait des augmentations de salaire. Cette motion a été votée par l'assemblée, malgré l'opposition de dirigeants syndicaux qui disaient vouloir rester sur leur propre plate-forme et surtout qui ne tenaient pas à ce qu'une motion de grévistes soit votée.

Les grévistes ont le moral et pas du tout l'intention de céder à Hollande et Valls qui demandent d'arrêter le mouvement.

Dès le vendredi 13 juin, un journal de la grève a commencé à paraître. En voici un extrait : « *Cette grève, c'est la nôtre. Et c'est logique que ceux qui la font*

soient ceux qui l'animent, la fassent vivre. » On peut y lire des nouvelles de la grève, de courtes interviews de grévistes, et on y épingle les mauvais coups de la direction et les calomnies des médias.

Le lundi 16, des postiers des Hauts-de-Seine en grève ainsi que des intermittents du spectacle, qui se battent contre la réforme de l'assurance chômage, sont intervenus à l'assemblée des cheminots qui les a assurés de leur soutien. Il a ensuite été décidé de se joindre à la manifestation des intermittents, l'après-midi même, devant le ministère de la Culture. Les grévistes ont aussi choisi de participer au rassemblement organisé le lendemain aux abords de l'Assemblée nationale.

### Gare d'Austerlitz

À la gare Paris Saint-Lazare, la grève des cheminots contre la réforme du ferroviaire est bien suivie.

Chaque matin, depuis le mercredi 11 juin (à l'exception du week-end), une assemblée générale des grévistes se tient, pendant laquelle entre 150 et 200 personnes votent à l'unanimité la poursuite du mouvement. En plus de l'AG, les initiatives des grévistes de Saint-Lazare se sont multipliées.

Le jeudi 12 juin, jour du rassemblement organisé devant le secrétariat d'Etat aux Transports, un cortège dynamique de 250 cheminots a défilé sur la plate-forme de Saint-Lazare aux cris de « *Ils suppriment des postes, ils suppriment des trains ! Cette direction, elle ne vaut rien !* », ou encore « *Pépy, si tu savais, ta réforme où on s'la met !* » Ils ont ensuite rejoint à pied les cortèges des autres gares et ateliers parisiens, traversant les beaux quartiers, la Madeleine, la place de la Concorde, etc. Les klaxons de soutien, notamment de la part de conducteurs de taxi ou de chauffeurs de bus de la RATP, ont été nombreux, et les touristes étonnés photographiaient les Pancartes, dont certaines avaient d'ailleurs été écrites en anglais !

Dès le vendredi 13 juin, un journal de la grève a commencé à paraître. En voici un extrait :

« *Cette grève, c'est la nôtre. Et c'est logique que ceux qui la font*

soient ceux qui l'animent, la fassent vivre.

On peut y lire des nouvelles de la grève, de courtes interviews de grévistes, et on y épingle les mauvais coups de la direction et les calomnies des médias.

### Gare Montparnasse

À Paris-Montparnasse, la grève est bien suivie. La gare est envahie de « gilets rouges », envoyés par la direction pour tenir de renseigner les voyageurs.

Les guichets grandes lignes sont tenus par des cadres, des non-grévistes et des saisonniers. Mais les cadres sont tellement incapables d'édition les billets que la direction a dû mettre en place un filtrage à l'entrée de la salle des ventes : elle a une peur bleue de voir la vente envahie par les grévistes, mais elle a surtout honte de voir ses cadres se couvrir de ridicule !

Tous les jours, plus d'une centaine de cheminots se réunissent le matin pour faire le point et reconduire la grève à la quasi-unanimité. On y retrouve des employés des guichets, de l'accueil, des conducteurs ou des contrôleurs, des collègues de la sécurité ferroviaire, de l'entretien des voies comme des caténaires. Même si une majorité a choisi de faire grève en restant chez soi, on peut tous les jours croiser de nouvelles têtes.

Pour l'instant, dans la gare, la CGT et Sud sont à l'initiative du mouvement, rejoints par FO. Les organisations syndicales appellent résolument à la reconduite du mouvement. Mardi 17 juin au matin, une prise de parole dans la gare a été l'occasion d'accueillir les grévistes de

Malgré le week-end, la grève est repartie de plus belle lundi 16 juin, avec un point fort : le rassemblement aux abords de l'Assemblée nationale mardi 17 juin.

### Gare de l'Est

Les assemblées générales de grévistes sont organisées depuis le mercredi 11 juin. Elles ont réuni quotidiennement une centaine de personnes regroupant les différents services de la gare ainsi que les ateliers de Noisy-le-Sec et d'Ourcq. La grève a été reconduite à l'unanimité chaque jour depuis le 11 juin.

Lundi 16 juin, des intermittents du spectacle sont venus témoigner leur soutien à la grève, avant de se rendre ensemble à leur rassemblement de l'après-midi, au Palais-Royal. Mardi 17, le rassemblement de tous les cheminots de la région parisienne, non loin de l'Assemblée nationale, a été un franc succès.



À la gare Montparnasse.

la Seita, venue de Nantes réclamer eux aussi des garanties pour leur avenir. Tous ensemble, les grévistes ont quitté la gare en direction de l'Assemblée nationale.

### Ateliers de Villeneuve Saint-Georges (Val-de-Marne)

Les trois ateliers de maintenance sont en grève, suivie à près de 80 % à l'Exécution. Des piquets de grève sont tenus jour et nuit, et s'adressent à tous les arrivants. De nombreuses discussions sont possibles, qui dépassent largement le cadre de la SNCF.

Les assemblées de grévistes regroupent entre une soixantaine et une centaine de participants, dont des non-grévistes venus chercher les dernières informations. Au-delà du projet de réforme, la dégradation des conditions de travail pousse à la mobilisation. Ces derniers temps, le travail de nuit et en décalé a fortement augmenté et tous les jours les cheminots vivent la flexibilité que la direction cherche à imposer à tous.

Malgré le week-end, la grève est repartie de plus belle lundi 16 juin, avec un point fort : le rassemblement aux abords de l'Assemblée nationale mardi 17 juin.

### Chemino

Les cheminots suédois ont entamé leur deuxième semaine de grève contre Veolia, principal investisseur depuis la fin du monopole public dans ce pays. Les grévistes dénoncent l'attitude de Veolia, qui a résilié leurs contrats de travail pour les réembaucher avec des contrats « zéro heure ».

Ces contrats permettent à

l'employeur d'utiliser les salariés quand bon lui semble, sans aucun minimum garanti. S'il n'y a pas de travail, le cheminot rentre chez lui et n'est pas payé.

C'est un tel avenir que

le gouvernement de France propose, en ouvrant le service au privé. Cet avenir, les cheminots n'en veulent pas.



# Travailleurs en lutte

## La nécessité d'une riposte d'ensemble

Depuis le 10 juin, les cheminots de la SNCF sont en grève, faisant preuve d'une mobilisation importante. Les intermittents poursuivent aussi leur mobilisation contre la réforme du chômage, qui léserait tous les précaires.

Ces luttes mettent en avant des revendications communes

à toute la classe ouvrière, sur l'emploi et sur les salaires

et les conditions de travail. Elles pourraient être des points d'appui pour mobiliser d'autres travailleurs.

Mais ce n'est pas la politique menée par les confédérations syndicales, qui se veulent responsables vis-à-vis du gouvernement et refusent de le mettre en difficulté. Depuis deux ans que le gouvernement Hollande multiplie les attaques contre les travailleurs et que le patronat est à l'offensive, les réactions du côté syndical ont été largement insuffisantes. Ni contre le pacte de responsabilité, ni contre les milliers de licenciements, ni contre l'ensemble de la politique du gouvernement, les confédérations syndicales n'ont appelé l'ensemble des travailleurs à exprimer au moins

pour ne pas parler évidemment des autres syndicats.

Il est donc clair que ce n'est pas du côté des confédérations syndicales qu'il faut attendre une perspective permettant réellement de riposter au patronat. Cependant, alors que la grève des cheminots se poursuit, c'est l'intérêt de tous les travailleurs consciens d'exprimer leur colère et de faire entendre leur volonté de préparer une

### • Intermittents et précaires

## La colère monte d'un cran

La nouvelle convention d'assurance chômage signée par le Medef, FO, la CFDT et la CGPME doit être agréée par le gouvernement en la personne de François Rebsamen, ministre socialiste du Travail, dans les jours qui viennent. Mais des actions et des rassemblements des travailleurs du spectacle ont montré leur détermination à la refuser. Cette convention s'en prend d'ailleurs non seulement aux intermittents du spectacle mais, plus largement, à l'ensemble des salariés en intérim ou en CDD. Par exemple les intérimaires pourraient voir leurs revenus baisser de 50 à 300 euros par mois, selon les cas !

Vendredi 13 juin, dix antennes régionales du ministère du Travail ainsi que deux chambres de commerce et d'industrie ont été occupées par des intermittents, des intérieurs et des chômeurs, le plus souvent bien accueillis par les personnels dont les conditions de travail s'aggravent aussi du fait de l'absence de moyens. Joint en direct, le ministre a fini par déclarer qu'il était d'accord avec les protestataires, mais qu'il était tenu d'agrémenter l'accord... C'est exactement ce qu'a dit la ministre de la Culture Filippetti aux Molières ! Le Medef n'a vraiment rien à craindre de ministres de cette trempe.

En une semaine, les déclarations de grève se sont multipliées. De tournages en festivals, de théâtres nationaux en compagnies indépendantes, les annonces se sont succédé, au point que l'on n'arrive plus à les compter précisément, plus de cent équipes étant signalées en grève le week-end des 14 et 15 juin. Le mouvement s'étend donc, même s'il n'y a pas eu d'appel à la grève. La CGT a bien déposé des préavis pour

riposte collective. Des mobilisations réussies, indépendamment de la volonté des centrales, peuvent contribuer à redonner confiance et à entraîner d'autres travailleurs. Cela peut être durant la semaine du 26 juin, car il faut saisir toutes les occasions, y compris celles offertes par ces journées syndicales programmées sans grande conviction par les confédérations. Mais cela sera peut-être dans

devant la halle de La Villette en grève, qui a rassemblé 1500 personnes.

Les grèves dans le spectacle et l'audiovisuel ont été longuement énumérées, galvanisant la foule rassemblée. Puis les prises de parole des cheminots ont encore soulevé l'enthousiasme. La conscience de la nécessité d'être ensemble pour faire reculer le gouvernement était là, mais aussi la conscience de la communauté d'intérêts entre tous les travailleurs en lutte. Dès lors que l'on dépasse la lettre des revendications, on retrouve la défense du service public, du bien commun, la lutte contre la précarité et pour

l'avenir de tous qui est en jeu !

**Correspondant LO**  
Les rendez-vous au jour le jour sont sur le site de la coordination des intermittents [www.cip-idf.org](http://www.cip-idf.org)

### • Union Front de gauche, Verts, et dissidents PS ? Une nouvelle gauche... aussi antitourrière que l'autre

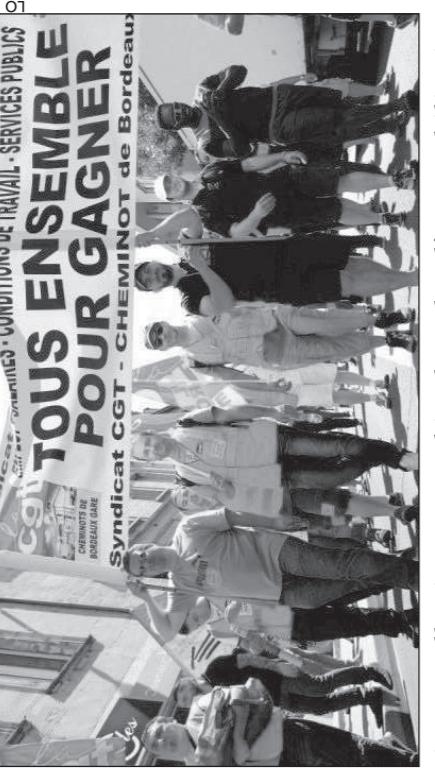
Tous les ténoirs du PCF, du Parti de gauche, des Verts se félicitent des amendements proposés par les 100, les 41, ou moins peut être, députés PS qui veulent faire entendre «leur différence» avec Valls.

Voilà ce qui serait à leurs yeux l'ébauche d'un nouveau front «pour une vraie gauche».

Mais c'est vrai que tout cela juge et les uns et les autres. Car il est bien difficile à dire sur quoi porte la fronde de ces «frondeurs», en dehors d'incantations funèses à

lutter. Alors demain ?

En prétenant construire ainsi une alternative au gouvernement Hollande, les dirigeants du PCF trompent leurs militants, leurs sympathisants et leurs électeurs. Ces pseudodissidents sont de la même trempe que les Valls, Rebsamen et Hollande. Vouloir aller sur laquelle compte s'appuyer le PCF, pour ne pas parler des autres. Un Germain et ses acolytes ne valent pas mieux que Valls et Hollande, Laurent et les dirigeants du PCF le savent bien. Sans être même au gouvernement, ils vomissent déjà leur haine des travailleurs en



le cadre d'une mobilisation construite par les travailleurs eux-mêmes car, tôt ou tard, il faudra que le monde du travail se fasse entendre dans une lutte d'ensemble pour défendre ses intérêts, alors que toute la politique du patronat et du gouvernement consiste à l'écraser pour lui faire payer les profits exorbitants de la bourgeoisie.

**Marion AJAR**

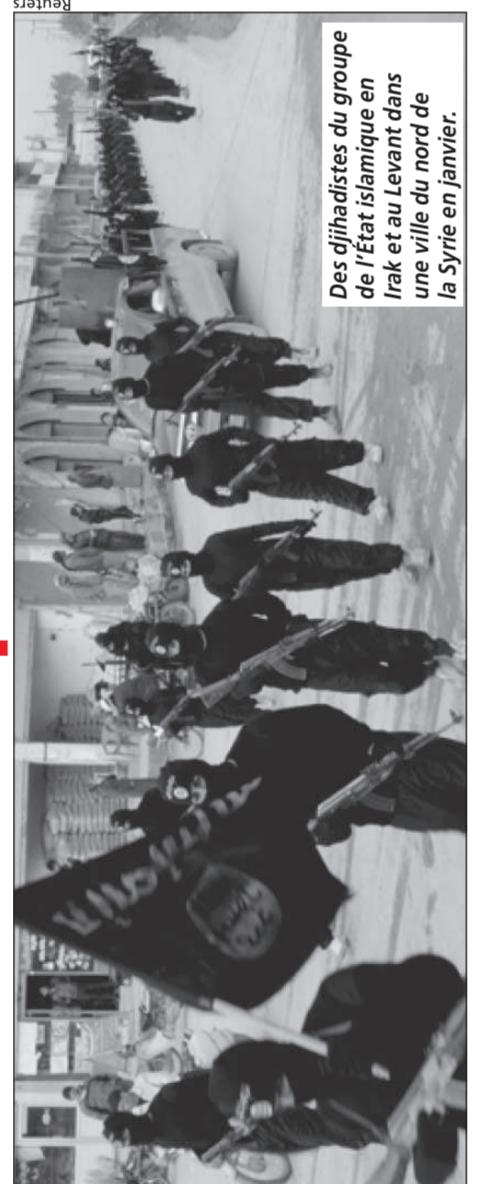
Les cheminots étaient venus se joindre aux intermittents et ceux-ci ont répondu avec enthousiasme à leur appel à les rejoindre devant l'Assemblée nationale mardi 17 juin. Avec le développement de la grève, de nouvelles mobilisations s'annoncent. D'ores et déjà, lundi 23 juin, une grande journée d'action est prévue, regroupant intermittents et intérimaires. C'est l'assurance chômage de tous qui est en jeu !

**Correspondant LO**  
Les rendez-vous au jour le jour sont sur le site de la coordination des intermittents [www.cip-idf.org](http://www.cip-idf.org)

En prétendant construire ainsi une alternative au gouvernement Hollande, les dirigeants du PCF trompent leurs militants, leurs sympathisants et leurs électeurs. Ces pseudodissidents sont de la même trempe que les Valls, Rebsamen et Hollande. Vouloir aller sur laquelle compte s'appuyer le PCF, pour ne pas parler des autres. Un Germain et ses acolytes ne valent pas mieux que Valls et Hollande, Laurent et les dirigeants du PCF le savent bien. Sans être même au gouvernement, ils vomissent déjà leur haine des travailleurs en

## • Irak

# Un chaos fruit de l'intervention impérialiste



Après avoir le 10 juin pris le contrôle de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, située dans le nord du pays, les miliciens du groupe intégriste Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont lancé une offensive sur Bagdad. L'armée irakienne, formée et équipée à grands frais par le gouvernement américain, s'est montrée incapable de s'y opposer, ses soldats préférant souvent déserter ou fuir, abandonnant matériel et bases militaires aux mains des miliciens islamistes. Onze ans après le renversement de Saddam Hussein, l'Irak, appauvri par des années de guerre, se retrouve plongé dans le chaos, menacé de basculer dans une guerre civile interreligieuse.

Cela fait déjà plusieurs mois que les combattants de l'EIIL, milicie islamiste créée en 2003 après l'invasion américaine, sont parvenus à imposer progressivement leur domination sur les provinces à majorité sunnite du nord de l'Irak, contrôlant notamment la ville de Fallouja depuis janvier dernier. Ils ont certainement bénéficié de la rancœur des populations à l'encontre du gouvernement du Premier ministre Nouri El-Maliki, constitué d'une coalition de partis religieux chiites, les chiites représentant 54 % de la population irakienne. Ces divisions religieuses ont servi de longue date au pouvoir pour asseoir son emprise sur la population irakienne. Même si son régime s'affirme laïc, Saddam Hussein avait cherché à s'appuyer sur la minorité sunnite dont il était issu. Mais ce sont les dirigeants américains eux-mêmes qui ont délibérément attisé les haines religieuses pour chercher à donner une base au pouvoir qu'ils avaient mis en place après avoir renversé Saddam Hussein. Ils ont interdit son parti, le Baath, qui fournitait les principaux cadres du régime, et dissous l'armée irakienne. Le nouveau pouvoir a d'emblée eu une base confessionnelle, se basant sur la loi islamique et sur les partis et milices chiites. Premier

résultat de la politique américaine, entre 2006 et 2009, une guerre civile meurtrière avait opposé milices chiites et sunnites. Le gouvernement qui s'était mis en place avait alors intégré les ministres sunnites, dans un souci d'apaisement des conflits religieux. Mais, depuis un an, ces ministres ont presque tous été démissionnés, après la répression des manifestations sunnites au printemps 2013. Le gouvernement irakien, privé de l'appui des soldats américains depuis leur départ fin décembre 2011, doit faire face à une contestation

croissante. Issu d'une coalition de groupes en concurrence pour le pouvoir, son autorité n'a fait que s'affaiblir ces derniers mois. La radicalisation des affrontements religieux a été encore accentuée par la guerre civile qui est leur œuvre, mais qu'ils ne réussissent plus à contrôler. Au point d'envisager maintenant une alliance avec l'Iran, après des années de rupture avec celui-ci. En attendant, les populations patient au prix fort les conséquences de cette politique américaine qui, comme une mauvaise plaisanterie, promettait d'apporter liberté et progrès. Destruction, appauvrissement, régression, règne des milices religieuses, obscurantisme et éclatement du pays, voilà le bilan de l'intervention impérialiste !

Marc RÉMY

## • Espagne «Podemos», «Nous pouvons» ... Mais quoi ?

Le mouvement Podemos («Nous pouvons») s'est constitué en Espagne au cours des six derniers mois et a réussi une percée spectaculaire lors des élections européennes, avec plus de 1,2 million de voix et cinq députés élus au Parlement européen.

Dans la foulée de son succès, son porte-parole le plus en vue, Pablo Iglesias, a choisi de formaliser son mouvement en parti. Il a fait appel à la création de cercles Podemos dans les villes et les quartiers, mais aussi à structurer la direction de ce parti autour de sa personne. Ainsi l'équipe de ses proches a décidé de soumettre une liste fermée composée de 25 membres au suffrage électro-nique des citoyens, par l'intermédiaire d'Internet. Les militants voulaient briguer la direction provisoire de Podemos devraient eux aussi composer une liste concurrente de 25 membres. Mais la seule liste qui se soit déclarée face à celle d'Iglesias a obtenu qu'une faible minorité des quelque 60 000 suffrages exprimés en ligne.

## • Brésil

## Coupe et revendications

La Coupe du monde de football au Brésil, à récemment défrayé la chronique, en raison du «Qatargate». Elle n'aurait attribué l'organisation du Mondial au Qatar en 2022 qu'à la suite d'une corruption déjá faite dans ce pays 1200 morts parmi les ouvriers, principalement népalais, soumis à un véritable esclavage salarié. Mais ce n'est que la dernière en date d'une série d'affaires qui ont éclaboussé la Fédération.

La Coupe du monde de l'éducation, scandant des mots d'ordre tels que «30 jours: 30 milliards» (coût de la Coupe en monnaie locale) ou «Les valent plus que Neymar» (la star vaillent plus que Neymar) la star de l'équipe nationale). Un peu plus tard, c'est une des principales avenues de Copacabana qui a été bloquée. Ces actions, comme celles qui se sont déroulées le même jour à Fortaleza, Belo Horizonte, Porto Alegre et Recife, ont pu trouver sur ce front le soutien et le financement des Etats qui cherchaient des troupes pour intervenir dans le conflit syrien. La Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar ont fourni à ces milices l'armement dont elles avaient besoin, avec l'approbation des Etats-Unis mais aussi de la France et des pays occidentaux en général, pas mécontents de pouvoir affaiblir le régime d'Assad.

Avec le retour en Irak des milices islamistes bien armées et aguerries, cette politique se

## • Au sommaire de

# Lutte de classe n°160

(mai-juin 2014)

- Élections européennes: intérêt et limites des campagnes électorales

pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

- Rachat d'Alstom: les bonimenteurs du patriotisme économique

- Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires

- Avec la crise, le mal-logement et la cherté du logement s'étendent

- Les révolutionnaires et la défense de la Sécurité sociale

- Holland et la «France-frique» : une présence militaire

- Affiche apposée sur les panneaux électoraux

- Affiche slogan

Prix: 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

pour renforcer la domination impérialiste Annexes

- Affiche apposée sur les panneaux électoraux

- Affiche slogan

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

resté vigilant tant qu'il n'y aura pas d'accord écrit et signé.

C'est ainsi qu'il était prévu de faire des actions d'éclat à partir du lundi 19 mai, mais le ministre de l'Intérieur a été

## Il y a 25 ans

### • Juin 1989 à Pékin

## Le massacre de la place Tien An Men

**Le samedi 3 juin 1989 s'achevait dans un bain de sang le « printemps de Pékin ». Cette mobilisation étudiante contre l'absence de liberté, la corruption et le clientélisme de la dictature chinoise, avait su attirer à elle la sympathie. Voulant empêcher qu'elle ne gagne l'ensemble des classes populaires, le régime décida d'envoyer les chars contre la foule désembrée rassemblée place Tien An Men à Pékin.**

Le mouvement s'était développé alors que la réorientation économique lancée par le président Deng Xiaoping à la fin des années 1970 entraînait une aggravation générale des conditions de vie. Avec le rétablissement des lois du marché et la course au profit dans tous les domaines, les priviléges d'une minorité s'étaient désormais au grand jour.

C'est à la mi-avril 1989, à l'occasion des funérailles d'Hu Yaobang, un ex-secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) limogé deux ans plus tôt, que la contestation éclata. En quelques jours, le mouvement de la jeunesse mobilisa des dizaines de milliers de manifestants, des étudiants mais aussi des gens du peuple, aux cris de « À bas les mandarins » ou encore « Tremblez, corrompus ».

Les slogans lancés lors des sit-in devant les bâtiments officiels de la place Tien An Men révélaient les aspirations des étudiants mobilisés. En demandant la réhabilitation d'un ancien dirigeant qu'ils percevaient comme un démocrate, ils revendiquaient plus de liberté, des journaux échappant à la censure. Encouragés par leur nombre croissant, ils réclamèrent bientôt la démission du vieux président en brisant symboliquement sur leur passage des milliers de petites bouteilles, appelées *deng* en mandarin. Ils dénonçaient aussi leurs conditions d'existence, les tauds où ils vivraient, la faiblesse des salaires des professeurs. Ils revendaquaient pour eux-mêmes mais, dans le contexte de l'ouverture croissante au capitalisme, leur dénonciation de la corruption et des fortunes des potentiats

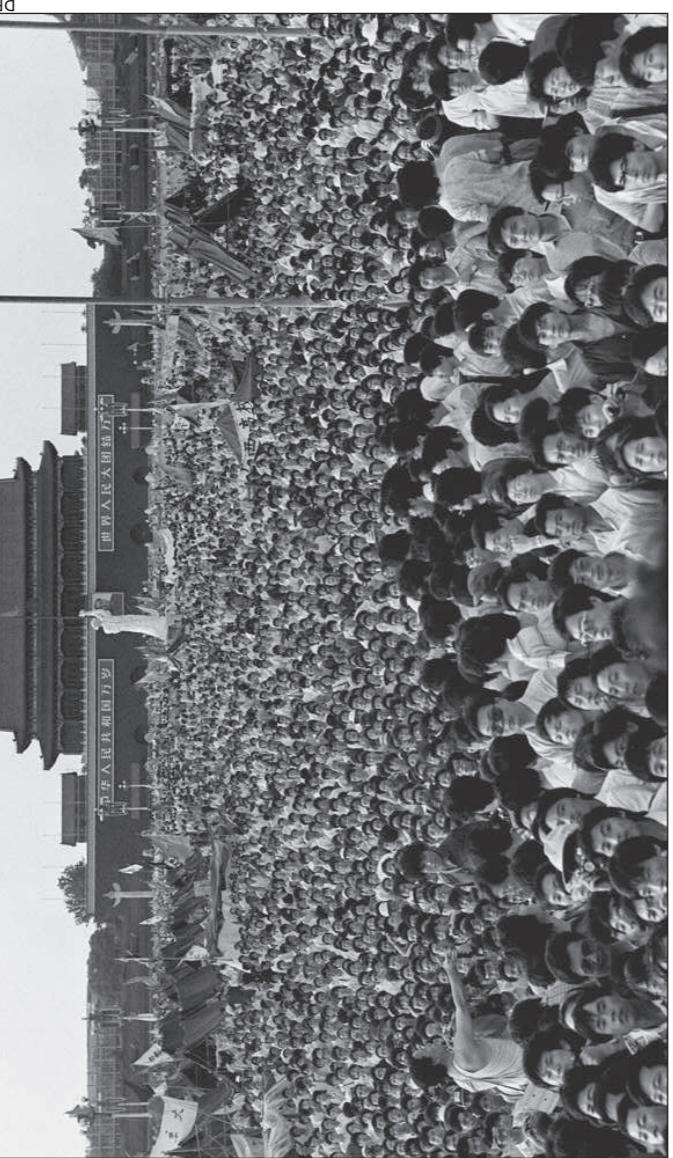
trouvaient un écho grandissant au sein du petit peuple, qui se mêlait de plus en plus nombreux aux manifestations. Leurs revendications démocratiques, de liberté syndicale sur le modèle de Solidarité en Pologne ou encore de transparence à l'image de la politique menée alors par Gorbatchev en Russie, emportaient une adhésion croissante au sein des classes populaires chinoises écrasées par la dictature et maintenue dans la misère.

### Le pouvoir divisé

Tout en réprouvant les manifestations, le gouvernement hésitait à les réprimer violement. À la crainte de voir le mouvement s'étendre aux travailleurs, s'ajoutaient des luttes internes à l'appareil du parti, dont certains voulaient la chute de Deng Xiaoping. Ainsi le secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, encouragea le mouvement, espérant pouvoir prendre les rênes du pouvoir contre le clan du Premier ministre Li Peng.

Fin avril, le mouvement prit une nouvelle ampleur, s'étendant à des villes de province comme Xi'an ou Changsha. Le 27 avril, à Pékin, la manifestation s'étendait sur des kilomètres, soutenue aux abords par des centaines de milliers de personnes. L'indignation gagnait des organismes de base du parti et de l'appareil d'Etat, des journalistes des médias officiels apportant leur soutien aux étudiants. À la manifestation du 4 mai se mêleront de plus en plus de jeunes travailleurs, d'employés, de petites gens des quartiers.

Les contestataires crurent que les autorités étaient prêtes au dialogue, même si elles



refusaient encore de discuter avec les associations autonomes d'entre eux décidèrent de se lancer dans une grève de la faim, rejoints bientôt par un millier d'autres.

Mais c'est la venue du dirigeant soviétique Gorbatchev à Pékin, le 14 mai, qui offrit une formidable tribune au mouvement, avec la présence des télévisions du monde entier. Le jour de son arrivée, les grévistes de la faim occupèrent la place Tien An Men prévue pour les cérémonies officielles, rejoignirent la nuit par des dizaines de milliers de personnes qui décidèrent de camper sur place.

Le mouvement atteignit alors son point culminant. Ce n'était plus seulement des minorités éparses qui le rejoignaient. Le 17 mai des cortèges ouvriers défilèrent par usines entières avec des banderoles telles que : « La classe ouvrière est là ! », « Voici les grands frères ouvriers ». Derrière ces manifestations d'une nouvelle ampleur se cachaient les manœuvres de plus en plus évidentes des dirigeants du parti qui voulaient chasser Deng. En témoignait la présence dans les défilés des représentants de la Fédération des syndicats, de professeurs de l'école des cadres du parti et de nombreux militaires en uniforme. Mais la présence massive des ouvriers montrait aussi qu'ils pouvaient s'emparer de cette possibilité de contester ouvertement le régime.

Les contestataires crurent que les autorités étaient prêtes au dialogue, même si elles

refusaient désormais les risques d'explosion sociale et politique. La loi martiale fut décretée le 20 mai et l'armée déployée, officiellement pour « protéger les bâtiments officiels ». Mais cette première tentative de reprendre sans armes la place Tien An Men échoua, donnant à ses occupants un sentiment illusoire de victoire sans combat.

Mais, dans la coulisse, le pouvoir déployait méthodiquement son plan : consultation des chefs de l'armée, acheminement vers Pékin de troupes de province, reprise en main du parti, de l'administration et des médias, qui dénoncèrent condamnés à mort et exécutés en public pour terroriser la population. Il s'agissait de déstabiliser les milieux ouvriers : des rafales étaient organisées dans les quartiers, avec des appels à délation ; des ouvriers furent condamnés à mort et exécutés en public pour terroriser la population. Il s'agissait de détruire pour longtemps l'espoir de changement qu'avait suscité la contestation étudiante au sein des classes populaires.

En recourant à cette répression violente, la dictature démontrait aussi combien il était vain d'espérer une aide du côté des « réformateurs » du régime. Ces faux amis avaient été aussi prompts à encourager la contestation, pour servir leurs propres ambitions, qu'à abandonner les masses en lutte, pour rallier le camp de la répression.

Du côté des puissances occidentales, les protestations ne vinrent souvent qu'après le bain de sang. Cela reflétait aussi leur inquiétude de voir un retour à l'ordre insuffisamment rapide perturber la croissance de leurs affaires en Chine. Les dirigeants des grandes puissances eurent donc le « tact » nécessaire pour ne pas heurter cette dictature chinoise se targuant faussement de communisme, mais si efficace pour mettre au travail les ouvriers chinois et, en cas de besoin, pour réprimer leurs protestations dans le sang.

**Gilles BOTI**

**L'écrasement des manifestants et la répression ciblée**

**Le vendredi 2 juin, l'armée rentrait dans Pékin, comptant 350 000 hommes avec blindés, automitrailleuses et canons. Face aux protestations dans les quartiers populaires, les**



## • La « conférence sociale » du gouvernement

# Une mascarade pour le compte du patronat

**Les 7 et 8 juillet, une nouvelle « conférence sociale » annuelle sera organisée par le gouvernement. Les représentants du patronat et des confédérations syndicales ont été reçus par le Premier ministre Manuel Valls pour en fixer l'agenda. De toute cette mise en scène ne peuvent sortir que de nouvelles attaques et de nouvelles tromperies pour les travailleurs.**

Ces conférences ont été baissé les salaires et rendre le travail plus flexible avec l'ANI (Accord national interprofessionnel) à l'origine de la loi dite « dialogue social ». Et on peut juger sur pièces des résultats. En 2012, suite à la première édition, le patronat avait obtenu 20 milliards d'euros d'allégements fiscaux avec le crédit d'impôt compétitivité (CICE). Il avait aussi obtenu de nouvelles facilités pour licencier, question qu'on peut se

poser est bien : quels nouveaux coups annonce-t-elle ? Pour la galerie, les ministres animeront des tables rondes sur « l'emploi », « la santé au travail », « le pouvoir d'achat et les rémunérations », « l'insertion des jeunes ». Bander le patronat ne dérange pas le patronat. Il pourra peut-être même s'amuser à la table ronde que tiendra Montebourg sur « le retour de la croissance par l'investissement ».

De l'aveu même des services du Premier ministre, la conférence n'a pas d'autre objectif que d'*« arriver à mesurer le degré d'acceptabilité des uns et des autres sur tel ou tel sujet »*.

## • Logement

# Le gouvernement détricote la loi Duflot

**Le gouvernement a annoncé vouloir remettre en question certaines dispositions de la loi Duflot sur le logement. Ainsi, Manuel Valls a indiqué vouloir apporter « un certain nombre de modifications » à la loi Accès au logement et urbanisme renoué (ALUR), arguant du fait qu'elle fait l'objet de critiques de professionnels, notamment du fait d'un excès de normes.**

« Il faut une loi sur le logement, elle existe, mais si nous avons une loi sur le logement qui ne permet pas le redémarrage du logement [...] Il y a trop d'éléments qui entravent l'action », a donc déclaré le Premier ministre. L'ancienne ministre Cécile Duflot, à l'origine de cette loi, a accusé le gouvernement d'attaquer une des seules « véritables lois de gauche de ce mandat » et dénoncé « un nouveau recul ». Elle en a profité pour rappeler que la mesure d'encadrement des loyers pour licencier,

les propriétaires de logements, se sont multipliées.

Et le gouvernement a abondé dans ce sens. Sous prétexte de simplification, il pointe le faible nombre de logements construits au cours de l'année 2014, 250 000, contre 332 000 en 2013 et 347 000 en moyenne entre 2002 et 2012. Il rend notamment responsable d'un tel retard l'encadrement des loyers qui conduirait à un manque d'attractivité pour les promoteurs.

Voilà un prétexte tout trouvé pour remettre en cause une mesure qui, même si elle n'était pas très audacieuse, avait pour but de ne pas soumettre totalement les locataires à l'arbitraire des propriétaires qui,

profitant de la pénurie, proposeraient des loyers exorbitants.

Dit en d'autres termes, il s'agit de savoir jusqu'à quel point les représentants syndicaux présents seront prêts à faire accepter de nouveaux reculs aux travailleurs. Et le simple fait de se prêter à cette comédie sera se montrer complice de la manœuvre.

Le « dialogue social » n'existe ni avec le patronat, ni avec le gouvernement à son service. Ces dernières années ont montré qu'il n'y a aucune limite à la soif de profit du patronat et que le préteud « dialogue social » n'a jamais fait que couvrir des reculs pour les salariés.

Le seul moyen pour les travailleurs d'aujourd'hui de faire face à cette comédie sera de se montrer complice de la manœuvre.

Le « dialogue social » n'existe ni avec le patronat, ni avec le gouvernement à son service. Ces dernières années ont montré qu'il n'y a aucune limite à la soif de profit du patronat et que le préteud « dialogue social » n'a jamais fait que couvrir des reculs pour les salariés.

**Pierre ROYAN**



*Se loger est d'autant plus difficile qu'il y a un manque criant de construction.*

Dit en d'autres termes, il s'agit de savoir jusqu'à quel point les représentants syndicaux présents seront prêts à faire accepter de nouveaux reculs aux travailleurs. Et le simple fait de se prêter à cette comédie sera se montrer complice de la manœuvre.

Le « dialogue social » n'existe ni avec le patronat, ni avec le gouvernement à son service. Ces dernières années ont montré qu'il n'y a aucune limite à la soif de profit du patronat et que le préteud « dialogue social » n'a jamais fait que couvrir des reculs pour les salariés.

**David MARCIL**

## • Nouvelle carte des quartiers prioritaires

**Le gouvernement a dévoilé mardi 17 juin la nouvelle liste des 1 300 quartiers prioritaires de 700 communes pauvres qui pourront bénéficier d'aides de l'État dans le cadre de la politique de la ville.**

Le discours officiel pour enrôler la réforme des aides aux quartiers en difficulté est bien rodé. Il s'agirait d'une « remise à plat » pour « éviter les saupoudrages », de supprimer la « superposition des dispositifs » pour être plus efficace, de « corriger

travaillers d'imposer leurs revendications serait non de se prêter à un préteud « dialogue » mais de créer un autre rapport de force. Il faut pour cela que les grèves se généralisent à tous les secteurs, frappent le patronat au seul endroit où il est sensible, le portefeuille, et lui fassent craindre de devoir céder plus demain s'il ne cède pas aujourd'hui. Et pour cela les travailleurs devront aussi faire émerger de leurs rangs de tout autres représentants que ceux qui se sont spécialisés dans les réunions et les conférences mondaines avec le patronat.

Le « dialogue social » n'existe ni avec le patronat, ni avec le gouvernement à son service. Ces dernières années ont montré qu'il n'y a aucune limite à la soif de profit du patronat et que le préteud « dialogue social » n'a jamais fait que couvrir des reculs pour les salariés.

**Gilles BOTI**

# Toujours moins pour les quartiers populaires

des chiffres ronflants, comme elle l'a fait en avril dernier à propos du programme pour les zones sensibles avec 600 millions annoncés, ou encore pour le futur renouvellement du programme de rénovation urbaine où il est question de plusieurs milliards : des annonces dont la réalité n'a souvent d'existence que sur le papier.

Pour l'heure, le montant des aides pour les quartiers prioritaires est souvent dérisoire, 31 euros par habitant et par an en Seine-Saint-Denis, un département aujourd'hui ravagé

par le chômage et la montée de la pauvreté. Dans la nouvelle délimitation annoncée, les aides seront limitées aux villes où plus de la moitié de la population vit avec moins de 940 euros par mois.

Quand on y regarde de plus près, même les maigres budgets que l'État consacre à ces quartiers sont bien plus souvent destinés à aider les patrons qu'aux milieux populaires pour surmonter leurs difficultés : ce sont en effet des aides aux investissements, des dégréments de charges et des exonérations

## • Un jeune Rom laissé pour mort

### Un drame de la misère

**Lundi 16 juin, on apprenait que le vendredi précédent vers 23 h 30, un jeune de 16 ans avait été retrouvé sans connaissance, le visage tuméfié et tout le corps meurtri, jeté dans un chariot de supermarché abandonné sur la route, à Pierrefitte en banlieue parisienne.**

Le jeune homme, fils d'une famille rom qui, avec deux cents autres personnes, n'avait eu d'autre choix que de s'installer dans un bidonville, aurait été massacré par une bande d'une cité voisine. Des individus, masqués et armés, l'auraient enlevé au milieu des siens, menaçant la famille de mettre le feu au campement où elle portait plainte. Puis, ils auraient séquestré le jeune homme dans une cave de la cité voisine, l'auraient battu, lynché avant de l'abandonner dans le chariot. Quant aux occupants du bidonville, ils auraient alors fui leur campement, la peur au ventre.

Pourquoi une telle violence ? Les enquêteurs et la presse parlent d'une tentative de cambriolage dans un appartement de la cité voisine, d'une description du voleur en puissance qui correspondrait au physique du jeune Rom, de voisins excédés par les voitures vandalisées. Il a aussi été question d'une demande de rançon reçue par un proche de la victime et qui laisserait planer le doute d'un trafic.

Quel que soit le point de départ d'un tel déferlement de violence, il en résulte un drame inadmissible, bestial,

un drame de la misère qu'il y a peu de risques de voir se reproduire à Neuilly ou dans quelque autre ville riche. C'est un témoignage des conditions

effroyables auxquelles des milliers d'hommes et de femmes roms sont contraints pour tenter de survivre. C'est aussi un témoignage de la misère tant sociale que morale de ceux qui ne voient que la violence pour se faire respecter. De tels drames se sont déjà présentés. À Marseille où des familles roms ont été chassées de leur campement de fortune par une population hostile, à Hélemmes dans le Nord, où d'autres ont été agressées. À Paris où elles sont en butte à des individus haineux... Et c'est un drame comme il risque de s'en produire d'autres, non seulement parce que la situation économique et sociale se dégrade mais aussi parce que bien des dirigeants politiques préfèrent désigner des boucs émissaires pour détourner la colère contre eux.

**Sophie GARGAN**

Le salon Eurosatory de l'armement terrestre se tient à Villepinte, en Seine-Saint-Denis. Les marchands de canons du monde entier s'y retrouvent pour faire paraître leurs engins de mort, et surtout pour tenter de les vendre. Chars, drones, canons, plus sophistiqués et plus chers les uns que les autres, sont exposés pendant quatre jours.

C'est un commerce qui ne connaît pas la crise. Depuis 2008, les ventes d'armes, toutes catégories confondues, sont passées de 56,5 à 74,7 milliards dans le monde. Les budgets de la défense repartent globalement à la hausse car, s'ils diminuent un peu dans des pays comme la France, ils augmentent massivement en Chine ou en Inde et dans de nombreux pays qualifiés d'émergents. Ce sont autant de marchés où la concurrence est rude et où les industriels français peuvent compter sur un soutien sans faille de leur État.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'est une fois de plus félicité de la

## Canons à vendre !

place de quatrième exportateur d'armes de la France.

Les contrats d'exportation en 2013 ont rapporté 6,67 milliards d'euros aux entreprises françaises, et Le Drian prédit qu'ils dépasseront bientôt les 7 milliards. Il est vrai qu'il fait tout pour cela. L'armée française achète à des prix souvent surévalués une bonne partie de ces engins de mort, ce qui permet de marchander à la baisse avec les acheteurs étrangers afin de l'emporter sur les concurrents. Les différentes guerres menées par la France, en Afrique par exemple, sont également bien utiles pour faire la promotion du matériel.

Tous les deux ans, ce salon est l'illustration du gigantesque gâchis que représente l'industrie d'armement dans le monde. Partout elle détourne au seul profit des actionnaires des ressources considérables qui auraient pu être utilisées pour la santé ou l'éducation. Et quand les « produits » de cette industrie finissent par servir, c'est pour massacrer des populations.

**Daniel MESCLA**

## L'État brade ses terrains au patronat

Les conditions dans lesquelles l'Etat a vendu en 2012 le terrain de l'ancienne base militaire de Dugny à l'entreprise Eurocopter (aujourd'hui Airbus Helicopters) font l'objet d'une enquête judiciaire. Mais les faits établis sont d'ores et déjà significatifs du cadeau fait à cette entreprise par ceux qui sont en charge de l'argent public.

Ainsi 7,3 millions d'euros de subventions ont été versés à Eurocopter au titre de l'aménagement du territoire, bien qu'aucun emploi ne soit créé. Il s'agissait en effet simplement du transfert à Dugny de l'usine Eurocopter de La Courneuve toute proche. 2,3 millions d'euros s'y sont ajoutés en provenance du Fonds pour les restructurations de la défense, dépassant de 600 000 euros le plafond prévu pour ce genre de subvention.

Le prix du terrain a aussi été sous-estimé de moitié, ce qui a été d'autant plus facile de faire baisser le prix. Pour contourner la procédure légale, l'Etat a d'abord cédé le terrain à la communauté d'agglomération dont Dugny fait partie pour que celle-ci la revende à Eurocopter. Et, cerise sur le gâteau, les frais de dépollution du terrain ont été pris en charge par l'Etat et déduits du prix de vente. Ils ont été largement surestimés pour faire baisser ce prix, 9 millions d'euros au lieu de 1,5 million maximum, selon une estimation ultérieure.

La droite était alors aux affaires et pendant toute cette opération Hervé Morin, Alain Juppé et Gérard Longuet se sont succédé au ministère de la Défense. Ces hommes politiques, comme bien d'autres, n'ont pas de mots assez durs pour les pauvres qui courent après quelques aides, mais leurs largesses envers le patronat se comptent en millions d'euros.

**D. M.**



## • Locaux accueillant du public vont devoir attendre

### Les handicapés vont devoir attendre

les grands centres commerciaux modernes ou certains complexes cinématographiques sont pourvus des équipements nécessaires, les petites boutiques sont très en retard dans ce domaine.

En accordant un délai supplémentaire et en permettant au gouvernement de modifier la loi de 2005 par ordonnance, l'Assemblée nationale, à majorité socialiste et écologique, montre quel cas elle fait des dix millions de personnes handicapées que compte le pays. En effet, en principe, une loi votée en 2005 avait donné un délai de dix ans à tous les établissements recevant du public (écoles, bibliothèques, commerces, etc.) pour aménager leurs locaux afin que tous les handicapés, quel que soit leur handicap, puissent y accéder.

Dix ans pouvaient sembler un délai raisonnable, à aux établissements privés, si

# Dans les entreprises

## • Sénerval – Strasbourg

### Après 80 jours de grève Les travailleurs ont gagné

**Le 12 juin les travailleurs de Sénerval, en grève depuis le 21 mars, ont levé le piquet de grève qui bloquait l'entrée des camions de l'usine d'incinération de la communauté urbaine de Strasbourg et interdisait l'entrée aux membres de la direction depuis le 22 mai. Ils ont repris le travail avec la satisfaction d'avoir obtenu gain de cause sur la quasi-totalité de leurs objectifs.**

Au terme de négociations qui se sont achevées le mardi 10 mai, la direction a dû reculer et accéder aux exigences des grévistes, avec un calendrier très précis des travaux énumérés point par point pour mettre aux normes les installations dangereuses, l'obligation d'installation d'un vrai pas de décontamination, la garantie que les 35 heures ne seront pas remises en cause jusqu'à la fin de la délégation de service public au groupe Séché qui gère la Sénerval. Le paiement par la direction des jours non travaillés depuis le 23 avril (droit de retrait), 50 euros d'augmentation des salaires, la création de cinq emplois, la mise à l'écart d'un cadre connu pour son harcèlement, toutes ces revendications ont aussi été signées par

la direction, avec un calendrier très précis des travaux énumérés point par point pour mettre aux normes les installations dangereuses, l'obligation d'installation d'un vrai pas de décontamination, la garantie que les 35 heures ne seront pas remises en cause jusqu'à la fin de la délégation de service public au groupe Séché qui gère la Sénerval. Le paiement par la direction des jours non travaillés depuis le 23 avril (droit de retrait), 50 euros d'augmentation des salaires, la création de cinq emplois, la mise à l'écart d'un cadre connu pour son harcèlement, toutes ces revendications ont aussi été signées par



Sénerval CGT

## • Catastrophe ferroviaire de Brétigny La SNCF responsable

Presque un an après le déraillement du train Paris-Limoges qui a fait 7 morts et 61 blessés à Brétigny-sur-Orge, un expert indépendant a rendu son rapport, dont des extraits ont filtré dans la presse et qui incrimine la SNCF et ses défauts de maintenance.

Le 12 juillet 2013, une éclisse, une barre métallique de dix kilos qui relie deux rails dans un aiguillage, avait causé le déraillement, car elle ne tenait plus que par un boulon sur quatre. Cette défaillance avait été détectée après l'accident, et quelques mois plus tard on apprenait que le problème sur ces boulons avait été signalé à trois reprises lors de précédentes inspections, sans résultat.

Mais le dernier rapport ne se contente pas de confirmer le fait. L'expert signale en effet que, dans le secteur, « sur 154 bouliers contrôlés, 59 soit plus d'un tiers, étaient desserrés, cassés, ou carrément absents de leur logement ». Quant aux 52 attaches de rail, situées dans la partie métallique centrale du système d'aiguillage, elles comportaient deux boulons cassés avant l'accident. Et l'expert conclut que, « vu l'état des voies, l'accident était inévitable ».

La direction de la SNCF s'est contentée de refuser de « commencer une pièce dont elle n'a pas connaissance », officiellement du moins, puisqu'il s'agit de fuites dans la presse et elle ajoute qu'elle voit dans « cette publication isolée et inopinée (...) un manque de respect regrettable vis-à-vis des victimes et de leurs familles ».

Voilà une façon bien lamentable de botter en touche alors qu'après l'accident Guillaume Pépy, PDG de la SNCF, avait reconnu le manque de maintenance. Il avait même promis d'y remédier, en augmentant d'un millier de travailleurs les effectifs de SNCF Infra, chargée des travaux de maintenance. Mais, de son aveu même, entre 2000 et 2010, 10 000 postes ont disparu dans cette filiale. On voit le résultat.

Sylvie MARÉCHAL

## • Technicolor – Rennes

### Les débrayages sur les salaires continuent

**Depuis le 15 mai, des débrayages pour exiger 200 euros d'augmentation pour tous rassemblent une ou deux fois par semaine entre 100 et 150 travailleurs, sur les 500 que compte le centre de Technicolor à Rennes.**

Ces débrayages ont d'abord été de simples rassemblements. Mais, très vite, les travailleurs rassemblés ont décidé d'aller chercher leurs collègues en défilant dans les couloirs de l'entreprise, se faisant voir de tout le monde puisque l'espace intérieur de l'entreprise est organisé en bureaux ouverts dits « open-space ». Les défilés ont d'abord été silencieux. Mais, la direction elle-même est venue au secours des grévistes : elle a invité tout un service, soit la moitié de l'effectif, à une soirée « pancakes - hotdogs »



technicolo're

NON AUX CESSIONS D'ACTIVITÉS!

non aux cessions d'activités

Les discussions ont permis une nouvelle fois de constater que

les problèmes de salaire sont les mêmes pour tous.

Pour le moment, la direction fait semblant de ne rien entendre. Mais les grévistes ont le moral et la contestation qui grandit pourrait l'aider à surmonter sa surdité.

Correspondant LO

## Dans les entreprises

### • Hôpital privé de Bagatelle – Talence

Après 31 jours de grève

## Reprise du travail tête haute



Depuis le 14 mai, une douzaine d'agents des services hospitaliers étaient en grève à Talence en Gironde pour 100 euros de plus par mois et pour des effectifs supplémentaires. Tout au long de la grève, la morgue et le mépris de leur patron direct, le sous-traitant Elior, comme du donneur d'ordres, la direction de l'hôpital, n'ont fait que renforcer la détermination des ASH.

Les grévistes dénonçaient en particulier leurs bas salaires, 1150 euros en moyenne, avec deux week-ends compris par mois, comme leurs conditions de travail qui, depuis qu'ils ont été mis en sous-traitance chez Elior en 2005, n'ont pas cessé de se dégrader, l'effectif diminuant régulièrement alors que la charge de travail, elle, augmentait.

Après avoir été convoqués au tribunal pour l'occupation d'un rond-point au sein de l'établissement et pour nuisances sonores, les grévistes ont organisé leur piquet de grève à l'entrée de l'hôpital. À la fin de chaque journée, la poursuite de la grève et les actions à mener pour essayer

de l'élargir à d'autres secteurs étaient décidées collectivement. Mais, malgré le soutien moral du personnel de l'hôpital et la signature massive d'une pétition en ce sens, le nombre de grévistes n'a pas augmenté. Néanmoins ils ont pu compter sur les militants du syndicat CGT de l'hôpital et sur la solidarité financière de plusieurs autres syndicats d'entreprises du département. Un des moments forts de la grève a été la venue sur l'hôpital d'une soixantaine de che-minots après leur manifestation du 12 juin.

Finalemant, samedi 14 juin,

les douze ASH ont décidé de

reprendre le travail. S'ils n'ont

pas obtenu les augmentations de salaire revendiquées, ils ont

obtenu d'autres avancées matérielles et financières, comme trois embauches en CDI, l'embauche de six apprentis, la rétroactivité de dix-huit mois sur leurs qualifications et une prime de 120 euros net versée une fois. Mais surtout, ils se sont fait respecter de leur hiérarchie.

Comme le disait une gréviste, «ce n'est pas une défaite ni une victoire, mais l'important c'est de reprendre la tête haute». En effet les liens créés durant la grève et la manière dont les salariés ont organisé démocratiquement leur lutte laisseront des traces qui serviront pour l'avenir, contre leur patron et contre le donneur d'ordres, l'hôpital de Bagatelle.

Correspondant LO

### • Hôpital Paul-Guiraud – Villejuif

## Le travail gratuit, on n'en veut pas !

Depuis le 2 juin, le personnel soignant, administratif et ouvrier de l'hôpital Paul-Guiraud de Villejuif dans le Val-de-Marne est en grève et occupe les bureaux de la direction et la cour d'honneur 24 heures sur 24.

Il refuse la suppression des neuf jours et demi de RTT que veut imposer la direction, en passant l'horaire journalier de 8 heures à 7 heures 36. En 8 heures, le personnel a déjà du mal à ne pas dépasser les horaires, alors diminuer la journée à 7 heures 36 reviendrait à ce qu'il travaille gratuitement encore plus longtemps.

Des assemblées générales ont lieu tous les jours, regroupant plusieurs centaines de personnes pour discuter du mouvement et reconduire la grève. Devant le refus de discussion de la direction, mardi 17 juin, après un détour par l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif et celui du Kremlin-Bicêtre, le personnel s'est rendu

en manifestation au ministère de la Santé où une délégation a été reçue.

Pendant plusieurs heures la manifestation très dynamique, à laquelle s'est jointe une délégation de l'hôpital Sainte-Anne, s'est fait entendre sous les fenêtres du ministère, scandant entre autres :

«À ceux qui veulent brader la santé, la rue répond : Résistance!» ; «Le travail gratuit, on n'en veut pas, non!»

Les représentants du ministère et de l'ARS (Agence

régionale de santé) ont fait la morale à la délégation : la modalité de leur action porterait préjudice aux patients! Ils ont assumé la décision de la direction de Paul-Guiraud, tout en regrettant que celle-ci n'ait pas su la présenter au personnel... mais en août le nouvel horaire devra être appliqué.

Les dires du ministère n'ont pas démoralisé les grévistes, bien décidés à continuer leur mobilisation et même à l'élargir.

En fait, le navire avait subi un enfouissement de la coque de 4 cm sur une longueur de 50 mètres sous la ligne de flottaison, et une entrée d'eau dans un double fond a été déclenchée par les plongeurs en rade de Toulon. Devant les

Ainsi, la direction de la compagnie a accepté qu'un navire chargé de mille passagers et de 87 membres d'équipage continue sa route après un accident, cherchant même à travestir la date de celui-ci. Elle n'a rien signalé aux autorités maritimes chargées en particulier des secours en mer, continuant à transporter des passagers dans des conditions qui auraient pu se révéler dangereuses. Tout, plutôt que de devoir assumer les frais des précautions nécessaires!

Correspondant LO

La compagnie de navigation Corsica Ferries est spécialisée dans le transport Corse-continent à des prix dits « attractifs ». Mais pour cela elle rogne sur ce qui est le plus important dans le domaine de la navigation : la sécurité.

Ainsi, le navire *Mega Express 5* de la compagnie, chargé de passagers et de véhicules, venait de quitter le port de L'Île-Rousse à destination de Toulon samedi 31 mai lorsqu'il a heurté un haut-fond. Après cette avarie, il n'en a pas moins continué sa route vers Toulon et a navigué pendant encore 36 heures.

En fait, le navire avait subi un enfouissement de la coque de 4 cm sur une longueur de 50 mètres sous la ligne de flottaison, et une entrée d'eau dans un double fond a été déclenchée par les plongeurs en rade de Toulon. Devant les

faits, cette même direction a essayé de minimiser l'accident en déclarant qu'il n'y a eu qu'*«une petite entrée d'eau observée dans un double fond vide durant le voyage»*. De plus, Corsica Ferries a déclaré que le choc n'aurait eu lieu que le dimanche 1<sup>er</sup> juin au lieu du samedi 31 mai.

Ainsi, la direction de la compagnie a accepté qu'un navire chargé de mille passagers et de 87 membres d'équipage continue sa route après un accident, cherchant même à travestir la date de celui-ci. Elle n'a rien signalé aux autorités maritimes chargées en particulier des secours en mer, continuant à transporter des passagers dans des conditions qui auraient pu se révéler dangereuses. Tout, plutôt que de devoir assumer les frais des précautions nécessaires!

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

### • Transport maritime Corse-continent

## L'appât du gain au mépris de la vie des passagers

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piquets de grève et devant la sous-préfecture. Les encouragements de nombreux usagers maintiennent à un haut niveau le moral des grévistes, qui comptent bien faire reculer leur direction.

Correspondant LO

La réalité que vivent les agents n'a rien à voir avec les calculs de la prétendue baisse de trafic et, même s'il y en avait une, elle pourrait permettre d'alléger la charge de travail au lieu de servir de prétexte pour l'allourdir.

Pour l'instant, la direction reste sur ses positions, mais les grévistes tiennent bon. La solidarité entre les postiers et les cheminots, également en grève, s'est manifestée par des visites réciproques aux piqu

## Dans les entreprises

### • MC Syncro – Chanteloup-les-Vignes (Yvelines)

## En grève pour les embauches

**Plus de la moitié de la quarantaine de travailleurs en équipes de MC Syncro à Chanteloup-les-Vignes, CDI et intérimaires confondus, se sont mis en grève mardi 17 juin à l'initiative de militants CGT.**

Au moins 6 000 pneus sont montés chaque jour en trois équipes pour l'usine PSA de Poissy, non loin de là, dans des conditions de travail très difficiles. Parmi les gros sujets de mécontentement, il y a l'abus du travail des intérimaires. Actuellement une quinzaine, ils sont convoqués chaque jour par SMS pour le lendemain. Cela peut durer des mois ainsi, et gare à celui qui a besoin de prendre une semaine de congé. La direction est même capable de faire convoquer un travailleur à 6 heures du matin pour lui dire à 10 heures qu'il peut rentrer chez lui, il n'y a plus de travail.

Un accord maison d'aménagement du temps de travail

travail révolte aussi les ouvriers. Il prévoit entre autres tellement d'heures de travail annuel (1 597), que tout le monde se retrouve tous jours avec des compteurs de temps négatifs et à devoir des heures au patron. En 2013, vu le nombre de jours fériés hors dimanche, même celui qui avait travaillé tous les jours devait 15 heures à l'entreprise.

Outre la révision de l'accord sur le temps de travail et l'embauche des intérimaires,

les grévistes réclament aussi 150 euros d'augmentation pour tous et l'arrêt du climat de pressions et de sanctions, notamment envers des délégués.

En 2010 une grève sur des sujets similaires avait obtenu l'embauche de neuf intérimaires et 500 euros de prime. Certains des grévistes d'aujourd'hui ont été embauchés à cette occasion et ce qu'elle a permis d'obtenir est dans tous les esprits.

**Correspondant LO**

## • Bezons

### Réforme des rythmes scolaires

## Les agents des écoles en lutte

**À Bezons, depuis plusieurs semaines, une grande partie des travailleurs des écoles, des Atsem, des animateurs et des enseignants se mobilisent contre l'application de la réforme des rythmes scolaires.**

Ils se sont rassemblés à deux reprises, une fois à 150 et une autre fois à près de 100, devant la mairie pour demander au maire de ne pas l'appliquer dans ces conditions ou de donner des moyens supplémentaires pour l'accompagner. Depuis, et pendant plusieurs jours, le service

de cantine a été perturbé par des débrayages, mobilisant encore d'autres catégories de personnel. Dans les faits, si le maire se vante de mettre en place cette réforme, ce sont surtout ceux qui travaillent dans les écoles qui vont devoir l'appliquer et en subir les contraintes. Les agents des écoles maternelles qui aident les enseignants dans les classes vont devoir animer des séances d'activités périscolaires en plus de leur travail, sans préparation ni compensation.

Dans les centres de loisirs, les animateurs se retrouvent avec des semaines plus longues ; ils réclament des aménagements

supplémentaires, des titularisations et des embauches et dénoncent la dégradation annoncée de l'accueil des enfants dans les écoles.

Une mesure parmi d'autres soulève beaucoup d'écoeurément : le taux d'encadrement des enfants baisse, passant à un adulte pour 14 enfants dans les écoles maternelles au lieu de un pour 8, et à un pour 18 au lieu de un pour 12 en école primaire. Cela fait dire à beaucoup que ces temps d'activités périscolaires risquent fort d'être des séances de garderie bien peu profitables aux enfants.

Pour l'instant, la mairie n'a

proposé que quelques aménagements à la marge qui ne satisfont personne. Les agents des écoles ont donc décidé de continuer à se faire entendre, s'adressant aux parents pour qu'ils les soutiennent.

Personne ne sait si cette réforme sera bénéfique pour les enfants, mais il est déjà très clair que la facture sera pour la population. C'est révoltant et ce sera encore aggravé par le fait que les communes doivent se débrouiller avec leurs moyens, qui ne sont pas les mêmes à Neuilly et à Bezons.

**Correspondant LO**

## • Taxis

### Le gouvernement cherche à désamorcer la grogne

**Mercredi 11 juin, des centaines de chauffeurs de taxi ont bloqué les aéroports parisiens d'Orly et de Roissy, tandis que d'autres manifestaient leur colère à Marseille, Lyon, Lille ou Nice. Ils dénoncent la concurrence déloyale des « voitures de tourisme avec chauffeur » (VTC). Le même jour, des chauffeurs de taxis manifestaient dans d'autres pays d'Europe pour les mêmes raisons.**

La grogne est alimentée par l'arrivée d'Uber, une application smartphone développée par une société américaine, qui permet de réserver un VTC dans 128 villes du monde. Le mouvement a aussi été suivi à Londres, Rome, Milan, Berlin et Hambourg. Même les taxis noirs britanniques, qui travaillent pourtant à côté de VTC depuis des années, s'inquiètent du poids croissant de cette société Uber, aux moyens financiers importants. L'inquiétude touche aussi les centrales de réservation comme G7 ou Taxis bleus.

Dépourvus de toute signification, les VTC doivent être réservés et n'ont théoriquement

Envigtons, selon l'étude faite par une mutuelle, le temps de la pause-déjeuner des salariés a reculé de 1 h 38 à 22 minutes et le nombre de salariés rentrant chez eux ou déjeunant à la cantine ne cesse de diminuer.

Entre 2009 et 2011, on avait mesuré que le nombre de personnes rentrant chez elles avait baissé de cinq points, passant de 34 à 29 %.

Quant à la fréquentation du restaurant d'entreprise, le recul était de trois points, de 22 à 19 %. Cette évolution a entraîné pour certains un retour à la gamelle, devenue aujourd'hui une boîte plastique compartimentée, et surtout à des repas pris au poste de travail, voire debout devant le micro-ondes.

C'est l'intensification des rythmes de travail qui a eu raison de la traditionnelle coupure de midi, puisque certaines entreprises vont jusqu'à organiser des réunions de travail sur le temps de repas.

En quelques années, la pause-déjeuner est donc devenue une variable d'ajustement. Cela est lié aussi au fait que, dans le même laps de temps, la distance entre le domicile et le lieu de travail s'est allongée. Pour pouvoir quitter au plus tôt le lieu de travail, bien des salariés choisissent de sacrifier leur temps de repas.

N'importe quel nutritionniste dira que manger ainsi au « lance-pièces », voire ne pas manger du tout, est très mauvais pour la santé. Mais qu'importe, le patronat impose cette intensification et cette dégradation des conditions de travail.

Les spécialistes du stress au travail pourront toujours rappeler aux patrons que le salarié qui ne décompressera pas finit par perdre en concentration et donc en efficacité. Quant aux spécialistes de l'hygiène, ils ont mesuré qu'un bureau où l'on mange attire quatre cent fois plus de bactéries que des toilettes entretenues...

Voilà en tout cas quelques raisons supplémentaires de lever le pied et de prendre le temps de déjeuner. En tout cas d'essayer.

J. F.



comme de gauche, détricotent les services publics, le rapporteur du PS n'a pas osé proposer un véritable service public des taxis, qui leur permettrait de devenir des salariés comme les chauffeurs de bus ou de métro, avec un horaire et une paye décents, sans le besoin d'acheter une licence à un prix exorbitant et sans l'angoisse de faire face à la concurrence.

**Jacques FONTENOY**

## • « La gauche peut mourir »

# Les vieilles ficelles de Valls

Samedi 14 mars, devant le comité national du Parti socialiste, Manuel Valls a joué la sur-dramatisation, déclarant : « *La gauche peut mourir. (...) La gauche n'a jamais été aussi faible.* » Il a évoqué la possibilité que Marine Le Pen arrive au second tour de la présidentielle en 2017, comme son père en 2002. Et, contre les « frondeurs » de la gauche du parti, il a appelé à l'unité autour du gouvernement et du « pacte de responsabilité ». C'est un procédé classique :

d'impôts les couches populaires pour mieux subventionner les bourgeois, parce qu'il laisse faire les licenciements et pousse à la baisse salaires et retraites, parce qu'il met à mal tous les services publics.

Le PS, en tant que parti au service de la bourgeoisie, peut mourir, et même se suicider, puis renaître de ses cendres. C'est déjà arrivé dans l'histoire. En effet, on a déjà vu le PS chuter à moins de 5% lors de l'élection présidentielle de 1969. Il payait le fait que, trahissant ses électeurs qui attendaient de lui qu'il fasse la paix en Algérie, il avait au contraire

Mais la vraie question est : pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente. La droite revient, et l'extrême droite progresse, parce que le PS trahit tous ses engagements, parce qu'il mène la politique du patronat, parce qu'il écrase

## L'Etat se désengage des services publics

le financement des infrastructures ferroviaires. Le total des interventions de l'Etat baissait de 9,3 % en 2013 par rapport à 2012. Les responsables de RFF évoquent ce désengagement de façon allusive en parlant de la « rigidité » des participations financières de l'Etat aux travaux pharaoniques qu'il impose... sans les financer. Les constructions des lignes TGV tous azimuts, faute de financement par l'Etat, font monter la dette. D'autant que comme le relève la CGT, ces travaux, au travers des partenariats public-privé, et des prix sur-majorés des géants du BTP, permettent aux trusts de ce secteur de s'enrichir allègrement sur le dos de RFF, voire et leurs crédits sont en chute libre, tandis que les géants du BTP jouent les sangsues sur les fonds publics. Dans le domaine du logement social, le gouvernement s'en remet aux

Un premier tour de passe-passe est de parler de 40 milliards de dette de la SNCF, alors que pour près de 80 % il s'agit de la dette de la structure appelée RFF qui se charge de la construction et de l'entretien des lignes de chemin de fer. Mais cela permet de présenter les grévistes comme des « irresponsables ». Ensuite même la dette de RFF qui ne cesse d'augmenter a pour raison principale le désengagement de l'Etat dans

les services publics sur la politique économique à mener en France n'ont rien de surprenant. Elle prône la flexibilité du travail et la nécessité « *d'adapter les horaires et les salaires en fonction de la conjoncture* », et dénonce « *le système de protection sociale construit dans les années 1950 et devenu trop coûteux* ». Le Medef n'aurait pas dit mieux !

On pourrait être surpris de voir quelqu'un d'aussi lié aux grandes banques mondiales rejoindre l'équipe proche de Hollande. Mais ces hauts cadres dirigeants de la finance

ou de grands groupes économiques savent très bien à quoi s'en tenir sur celui-ci et sur sa politique. D'autre part, si Hollande chute, une place de choix entre les mains d'une minorité de possédants. Il suffit de voir leur mépris pour les travailleurs dont les quelques protections dont ils bénéficient sont toujours à leurs yeux « trop coûteuses ».

En prenant une Laurence Boone comme conseillère économique, Hollande envoie aussi un message au grand patronat, réaffirmant



qui vont avec. Mais la vraie question est : pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente. La droite revient, et l'extrême droite progresse, parce que le PS trahit tous ses engagements, parce qu'il mène la politique du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour les membres du PS, le retour de la droite, cela signifie la perte de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive au second tour de la présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs » de la gauche du parti, il a appelé à l'unité autour du gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive

au second tour de la

présidentielle en 2017,

comme son père en 2002.

Et, contre les « frondeurs »

de la gauche du parti, il a

appelé à l'unité autour du

gouvernement et du « pacte de responsabilité ».

C'est un procédé classique :

qui vont avec.

Mais la vraie question est :

pourquoi la droite revient-elle ? Valls ne la pose pas, tellement la réponse est évidente.

La droite revient, et l'extrême

droite progresse, parce que le

PS trahit tous ses engagements,

parce qu'il mène la politique

du patronat, parce qu'il écrase

la droite au pouvoir. Et pour

les membres du PS, le retour de

la droite, cela signifie la perte

de leurs places et des avantages

que Marine Le Pen arrive